

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE PLOUGASNOU

L'an deux mille neuf, le 8 Octobre, le Conseil Municipal de la Commune de PLOUGASNOU, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, à 20 heures, sous la présidence de Monsieur Yvon TANGUY, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : **22**
Date de la convocation du Conseil Municipal : **1^{er} octobre 2009 (affichée le 1^{er} octobre)**

Compte rendu de séance et extraits du registre des délibérations affichés le 12 octobre 2009

Présents : TANGUY Yvon, LE MEUR Jean-Yves, SALAUN Robert, CHARLES Daniel, LE DOARE Martine, CONSTANT André, ORSI Jacques, DANIELOU Anne, TROMEUR Jean-Marie, ROPARS Dominique, LE CLECH Hervé, TROUSSEL Frédérique, COLAS Marie-Pierre, MICHAILLE Françoise, LE GOFF Josiane, LE RUZ Hervé, LEMOUNAUD Dominique.

Absents : CHATARD Céline, COTRIAN Bernard, DERRIEN Delphine, KERGUTUIL Eliane, VALLEE Eric.

Pouvoirs : CHATARD Céline à LE DOARE Martine, COTRIAN Bernard à SALAUN Robert, DERRIEN Delphine à TROMEUR Jean-Marie, KERGUTUIL Eliane à MICHAILLE Françoise, VALLEE Eric à TANGUY Yvon .

Secrétaire de séance : MICHAILLE Françoise.

Nombre de membres en exercice : 22
Présents : 17
Pouvoirs : 5
Votants : 22

Monsieur le Maire propose à l'assemblée l'inscription de deux points supplémentaires à l'ordre du jour :

- 9. Classement de la voirie communale
- 10. Avenant au marché « Création d'un réseau de transfert des eaux traitées »

Il n'est fait aucune opposition à l'inscription de ces deux points à l'ordre du jour.

1. Approbation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 10 septembre 2009

Le compte-rendu n'appelant pas d'observation, il est procédé au vote.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE le compte-rendu du conseil municipal du 10 septembre 2009.

08.10.2009

2. Bilan de la concertation relative au projet d'aménagement d'un espace public de loisirs.

Rapport de présentation (Martine LE DOARE)

Madame Le Doaré présente les actions mises en place dans le cadre de la concertation relative au projet d'aménagement d'un espace public.

Le 28 juillet 2008, la municipalité de Plougasnou a organisé une réunion publique au cours de laquelle les élus ont pu présenter leur projet, et recueillir les observations des participants. Les remarques ont principalement porté sur l'aménagement de la halle de boules bretonnes et pétanque.

Un article est paru dans le bulletin municipal de janvier 2009. Cet article a détaillé tous les éléments du projet notamment les différents espaces identifiés : entrée, mail planté, halle de boules, jardin, jeux d'enfants, tir à l'arc, plaine de jeux et prairie humide. La volonté de la commune de réaliser un espace intergénérationnel respectueux de l'environnement y a été réaffirmée.

Deux panneaux de présentation du projet de grand format ont été réalisés par l'Atelier de l'Ile et exposés en mairie avec la possibilité de consigner les observations.

Ces panneaux ont également été exposés au Foyer Logement, et le projet a été présenté aux personnes âgées résidentes.

La commission municipale en charge du dossier s'est rendue le 3 juin 2009 dans les communes de Saint Yvi et Gouesnou pour visiter d'autres projets du même type et échanger avec les élus et agents territoriaux de ces communes.

Le Conseil Municipal des Jeunes a travaillé sur le projet et formulé ses observations. Une étude sur les équipements du skate-park et des structures de jeux pour enfants leur a été confiée.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstentions : 0

VALIDE le bilan de la concertation menée dans le cadre de l'élaboration du projet d'aménagement d'un espace de loisirs au bourg de Plougasnou, tel que présenté ci-dessus.

3. Reconduction du marché à bons de commande pour la Voirie.

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Le 4 octobre 2007, le Conseil Municipal a approuvé la passation avec l'entreprise SCREG d'un marché pluriannuel à bons de commande pour la réalisation des travaux de voirie pour les années 2008 à 2011. Ce marché a été repris par avenant par l'entreprise COLAS.

La fourchette du montant annuel de travaux est fixée entre 160 000.00 € TTC et 400 000.00 € TTC.

La décision de reconduire le marché doit être prise 2 mois avant la date d'échéance.

La tranche annuelle arrivant à échéance le 31 décembre 2009, il est proposé de reconduire ce marché pour 2010, selon les mêmes conditions qu'initialement.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur cette reconduction.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

Votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE la reconduction pour l'année 2010 du marché à bons de commande pour les travaux de voirie avec l'entreprise COLAS.

DONNE pouvoir au Maire pour notifier cette reconduction.

4. Adhésion de Morlaix Communauté au Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional d'Armorique – Charte 2009-2021.

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal de la révision de la charte du Parc Naturel régional d'Armorique.

Classé pour une durée de 10 ans à compter du 10 septembre 1997, le Parc Naturel Régional d'Armorique a engagé une procédure de renouvellement de son classement pour une période de 12 ans.

De 2006 à 2008, le Parc a conduit le processus d'études, d'animation et de très nombreuses concertations avec les acteurs et les partenaires du territoire (Etat, Conseil régional, Conseil général, communes, communautés de communes...) pour rédiger un projet de charte, s'articulant autour d'un thème transversal « **pour des paysages d'Armorique choisis** », se déclinant dans les axes et les actions suivants :

Axe 1 : Conforter la richesse et l'originalité des éléments de patrimoine qui fondent la qualité de cadre de vie des habitants

- Garantir une gestion patrimoniale des milieux et espèces remarquables
- Conserver toutes ses fonctionnalités à la nature ordinaire
- Conforter la qualité des eaux et des milieux aquatiques
- Construire et diffuser une culture commune du paysage
- Inscrire l'urbanisme dans un développement soutenable
- Valoriser la qualité du bâti et soutenir la création architecturale

Axe 2 : Conjuguer l'évolution des activités de l'homme et la valeur des patrimoines naturels, terrestres, insulaires et maritimes

- Soutenir les agricultures valorisant durablement les ressources du territoire
- Organiser la multifonctionnalité des espaces forestiers

- Enrichir l'offre de produits touristiques cultivant les liens entre l'Homme et les patrimoines
- Organiser la maîtrise des activités de pleine nature
- Stimuler les efforts d'exemplarité des entreprises au bénéfice du territoire
- Lutter localement contre les causes et les effets du réchauffement climatique

Axe 3 : Faire vivre les patrimoines et la création artistique par des projets fédérateurs

- Accompagner les projets de mise en valeur des patrimoines
- Renouveler l'offre et élargir les missions des équipements d'accueil sur le Parc
- Mettre en place une médiation des patrimoines entre Nature et Culture
- Proposer une transmission vivante du patrimoine immatériel
- Susciter des projets de création artistique et de diffusion culturelle sur le territoire du Parc

Axe 4 Transcrire l'esprit de partenariat, du local à l'international

- Adapter les moyens à l'ambition
- Ouvrir le Parc aux coopérations
- Mettre le Parc au cœur d'un nouveau mode de gouvernance
- Evaluer l'action du Parc

Le nouveau périmètre de révision de la charte 2009-2021 concerne 49 communes, dont 10 nouvelles auxquelles il est proposé d'intégrer le Parc. Il sera également proposé à 8 villes de prendre part à la démarche du Parc Naturel Régional.

Après avoir reçu les avis intermédiaires favorables du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable ainsi que de la Fédération des parcs naturels régionaux, ce projet de charte a été soumis à une enquête publique du 18 novembre au 19 décembre 2008. La commission d'enquête a formulé, le 19 janvier 2009, un avis favorable assorti de 15 recommandations.

Le comité syndical du Parc, réuni le 13 février 2009 a approuvé la charte modifiée pour tenir compte des conclusions de la commission d'enquête, notamment en ce qui concerne l'urbanisme.

La charte a été adressée à chaque collectivité concernée, communes, communauté de communes, villes portes, communauté d'agglomération pour approbation.

A ce jour les communautés de communes ont approuvé la charte du Parc. En raison de leurs statuts, l'adhésion des communautés de communes au syndicat mixte du Parc est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres.

Le Conseil Municipal est invité à délibérer.

Délibération

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales modifié article 5721-1 et suivants,

Vu le code de l'environnement article L 3333-1 et suivants et ses articles R333-1 et suivants,

Vu le code général des collectivités territoriales article L 5214-27,

08.10.2009

Vu le décret 2007-673 du 2 mai 2007,
Vu le projet de charte du Parc Naturel Régional d'Armorique,
Vu les statuts du syndicat mixte du Parc Naturel Régional d'Armorique,
Vu le courrier du Président du Conseil Régional invitant les collectivités à délibérer sur le projet de charte et à adhérer ou à confirmer leur adhésion au syndicat mixte du Parc Naturel Régional d'Armorique,
Sur proposition de Monsieur le Président du Conseil Régional ayant compétence pour la révision et la création des chartes de parcs,

après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstentions : 0

DECIDE :

- d'autoriser Morlaix Communauté à adhérer au syndicat mixte du Parc
- d'autoriser Morlaix Communauté à délibérer sur l'adoption des statuts du syndicat mixte du Parc Naturel Régional d'Armorique.

5. Fonds de concours de Morlaix Communauté pour le financement de dépenses d'équipement

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

Morlaix Communauté a décidé de reconduire pour l'année 2009 le dispositif de fonds de concours instauré en 2008 et qui a pour but d'aider les communes à financer leurs dépenses d'équipement.

Morlaix Communauté examinera les demandes de financement des communes de la manière la plus large possible.

Ces demandes devront bien entendu respecter le VI. De l'article L5216-5 du CGCT qui précise :

« Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions par le bénéficiaire du fonds de concours ».

Trois conditions doivent être réunies pour affirmer le caractère légal du fonds de concours :

- Le fonds de concours n'est pas libre d'affectation et doit être destiné à la réalisation ou au fonctionnement d'un équipement

La notion d'équipement, non définie juridiquement, renvoie à la notion d'immobilisation corporelle. Le fonds de concours peut donc concerner des équipements de superstructure comme des équipements sportifs ou des équipements d'infrastructures comme les voiries.

- Le fonds de concours ne peut dépasser la part du financement supportée par le bénéficiaire du fonds
- Le fonds de concours doit être validé par délibérations concordantes (majorité simple) de l'EPCI et des conseils municipaux concernés.

Une convention devra être passée entre la commune et Morlaix Communauté. Cette convention précisera notamment le montant maximum et les conditions de versement du fonds de concours.

Jean-Yves LE MEUR précise que ce fonds sera affecté au financement de travaux sur les bâtiments communaux.

A la question de Dominique ROPARS sur l'origine de ce fonds, Mr LE MEUR répond que Morlaix Communauté a reçu une forte taxe professionnelle de BRIT AIR et a décidé de reverser une part de cette recette aux communes qui investissent, la commune devant investir pour sa part à hauteur du double de la subvention versée.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur ce projet de fonds de concours.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstentions : 0

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter un fonds de concours d'un montant de 37 813.00 € auprès de Morlaix Communauté pour les travaux sur des bâtiments communaux en 2009.

AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention avec Morlaix Communauté.

6. Décision Modificative de Budget. – Budget GENERAL

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°3

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
COMPTE	INTITULE	MONTANT	COMPTE	INTITULE	MONTANT
2111	Terrains Nus	81 641.40	1321	Département – aide à la voirie 2009	17 627.00
165	Dépôt et cautionnement	150.00	1385	Morlaix Communauté Fonds de Concours pour perte DGF	37 813.00
			2151	PNRAS	26 351.40
	TOTAL	81 791.40		TOTAL	81 791.40

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré : à l'unanimité,

Votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE la décision modificative budgétaire comme énoncée ci-dessus

08.10.2009

7. Décision Modificative de Budget. – Budget ASSAINISSEMENT

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°3

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
COMPTE	INTITULE	MONTANT	COMPTE	INTITULE	MONTANT
2315-11	Station	+ 430 000.00	1314	Participation St jean du Doigt 2008	82 049.22
2315-12	Réseaux	- 147 950.78	1328	Participation Morlaix Communauté Curage des Lagunes	200 000.00
	TOTAL	282 049.22		TOTAL	282 049.22

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré : à l'unanimité,

Votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE la décision modificative budgétaire comme énoncée ci-dessus

8- Désignation d'un référent « SECURITE ROUTIERE »

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Afin d'améliorer l'efficacité et la cohérence globale de la politique de sécurité routière, Monsieur le Préfet du Finistère a souhaité que chaque Conseil Municipal désigne en son sein un élu référent qui sera le correspondant « sécurité routière ».

Le rôle de ce référent « sécurité routière » consiste principalement à :

- être l'interlocuteur reconnu en matière de sécurité routière
- diffuser la culture sécurité routière dans la commune
- animer une politique de sécurité routière au niveau de la commune
- mobiliser les acteurs locaux,
- participer au réseau des élus référents « sécurité routière »

Monsieur LEMOUNAUD demande que soit créée une commission ad hoc.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur la désignation du référent « sécurité routière ».

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et sur proposition du Maire : à l'unanimité,

Votants : 22

Pour : 22

08.10.2009

Contre : 0
Abstentions : 0

DESIGNE Monsieur Jacques ORSI, adjoint, comme référent Sécurité Routière
CHARGE Monsieur le Maire d'en informer les services de la Préfecture.
DECIDE de créer une commission ad hoc.

9. Classement de la voirie communale

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

La longueur de voirie communale est un élément qui entre en compte dans le calcul des attributions de l'Etat aux communes.

La fiche de la Dotation Générale de Fonctionnement (DGF) 2009 mentionne une longueur de voirie de 57 361 m.

Or un grand nombre de chemins, rues, voies nouvelles n'apparaissent pas dans ce classement, ce qui entraîne une perte de recette pour notre commune.

La commune a donc missionné la DDEA pour procéder au recensement de l'ensemble des voies communales.

Il est aujourd'hui proposé au Conseil Municipal d'intégrer ces voies dans le classement de voirie communale et d'en porter ainsi la longueur à 113 731 mètres.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstentions : 0

DECIDE d'intégrer à la voirie communale le classement réalisé par les services de la DDEA portant ainsi la longueur de la voirie à 113 731 mètres.

10. Avenant au marché « Création d'un réseau de transfert des eaux traitées »

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Le présent avenant a pour objet la modification de l'article 3.4.5 du CCAP (cahier des clauses administratives particulières). La modification concerne la formule de révision des prix de la façon suivante :

Nouvelle formule : $C_n = 0,15 + 0,85 \times I_{n-4}/I_{0-4}$

Dans laquelle I_{0-4} est l'indice précédent de quatre mois celui du mois zéro, et I_{n-4} l'indice précédent de quatre mois le mois de réalisation des travaux.

Cette modification est nécessaire afin de permettre une clôture du marché avant la fin de l'année, condition indispensable aux versements des aides de l'Agence de l'Eau.

Les autres termes de l'article restent applicables.

08.10.2009

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE la modification de la formule de révision des prix telle que décrite ci-dessus

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant correspondant.

11. Information

Monsieur le Maire, faisant référence au dernier Conseil de Communauté qui s'est tenu le lundi 28 septembre, a souhaité compléter le compte rendu fait par la presse locale (Le Télégramme + Ouest France) sur une délibération prise et relative à l'instruction du projet du port de plaisance du Diben.

En effet, la présentation faite par la presse a suscité des réactions de la part de certains plouganistes qui ont compris, à la lecture de l'un ou l'autre des articles parus dans l'un et l'autre journal que le vote avait été défavorable au projet puisque le résultat annoncé était le suivant, après débat, 4 (quatre) élus avaient voté contre, 7 (sept) s'étant abstenus, sans que soit dit qu'une majorité se soit déclarée en faveur de l'instruction du dossier.

Extrait de la délibération :

“Il est proposé au Conseil de Communauté :

– d'autoriser le Président à déposer le dossier d'instruction du projet comprenant l'étude d'impact.

– de se prononcer sur un mode de portage du projet de port de plaisance au Diben en régie directe

– de lancer une consultation relative à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.”

Sur les 90 (quatre vingt dix) conseillers en exercice, 3 (trois) étaient absents, d'autres s'étant fait remplacer par leur suppléant, le nombre de votants a été de 87 (quatre vingt sept).

Le résultat du vote a été le suivant :

- votants : 87 (quatre vingt-sept)
- abstentions : 7 (sept)
- exprimés : 80 (quatre-vingt)
- contre : 4 (quatre) soit 5% des suffrages exprimés
- pour : 76 (soixante-seize) soit 95% des suffrages exprimés

Monsieur LEMOUNAUD s'étonne qu'une partie de la population ait pu faire une interprétation négative sur ce vote compte tenu du résultat largement positif.